

---

RECHERCHE ET EXPERTISE  
SUR L'ECONOMIE MONDIALE



CEPII

# Le Green New Deal

## Pour une écologie politique

***Michel Aglietta***

*Professeur émérite Univ. Paris Nanterre*

*Conseiller scientifique au Cepii*

Avec ***Étienne Espagne***

*Économiste senior à l'AFD*



# Éclairages sur les fondements théoriques d'une écologie politique

- Nicholas Stern : « *le changement climatique est la plus grande défaillance de marché de tous les temps* ».
- Philippe Descola : « *le virus pandémique est un fait social total qui révèle la maladie de notre temps, c'est-à-dire l'insoutenabilité de la mondialisation capitaliste* ».
- Les processus écologiques s'expriment dans les cycles biogéochimiques qui concernent les éléments les plus fondamentaux de la vie sur terre.
- Ces cycles ont tous la caractéristique commune :
  - d'être globaux,
  - d'être profondément affectés par l'activité humaine,
  - d'être interdépendants, de sorte que des phénomènes de propagation des perturbations d'un cycle à l'autre peuvent franchir des seuils de bifurcation vers des dynamiques divergentes, capables en retour de mettre en péril l'organisation des sociétés.

- Les limites planétaires sont des plafonds écologiques au-delà desquelles des bifurcations entraînant des dynamiques divergentes peuvent se produire.
- Ces limites sont incertaines ainsi que les implications locales de limites globales. C'est pourquoi les scientifiques proposent des plafonds de précaution.
- 9 plafonds écologiques identifiés :

Changement climatique	Charge en nitrogène et phosphore	Pollution de l'air
Acidification des océans	Prélèvements d'eau douce	Pertes de biodiversité
Pollution chimique	Artificialisation des sols	Diminution de la couche d'ozone

- L'espace de *viabilité* est un ensemble de modes de développement qui respectent les objectifs de développement durable des Nations Unies.
- Il opère entre les plafonds écologiques et la fourniture des *biens premiers* (Rawls), c'est-à-dire des *planchers sociaux* de biens communs dont nul ne doit être privé pour qu'une société soit équitable.
- Les planchers sociaux sont essentiels pour engager les sociétés dans la transition écologique qui implique une orientation collective des sociétés, donc une modération de leurs inégalités pour qu'une société puisse reconnaître son unité.

## Fondamentalisme de marché

- Optimisation de Pareto sous concurrence parfaite.
- L'hypothèse du climat comme externalité unique, justiciable d'un seul instrument : *le prix du carbone*.
- Négation de l'hétérogénéité des processus : les interactions climat/société résumées dans une fonction unique et linéaire de dommage.
- Optimisation par un agent représentatif, ayant une anticipation rationnelle et incorporant la fonction de dommage, connue et postulée stable dans l'avenir → dynamiques divergentes exclues.

## Théorie de la viabilité

- Étude des systèmes dynamiques contrôlés.
- Est viable toute trajectoire env. et sociale qui respecte en permanence les limites planétaires et les planchers sociaux.
- La théorie math de la viabilité permet de calculer le *domaine de viabilité* sous les contraintes du système par influence d'instruments de régulation interagissant avec les trajectoires du système.
- La théorie prend en compte l'incertitude radicale et ne recourt à aucun critère d'optimalité, puisque, sous incertitude, il est impossible d'avoir une mesure quantitative complète des systèmes complexes.



## Les enjeux d'un Green New Deal Européen

## Les pièges du Green New Deal : selon l'approche de la viabilité, le risque climatique ne peut être séparé des autres risques environnementaux

- Le « Green New Deal » peut être une dangereuse illusion, s'il est envisagé comme une croissance « verte » par substitution énergie fossile/renouvelable, capable de maintenir le même taux de croissance potentielle.
- La transition vers l'énergie renouvelable requiert  $\uparrow$  de l'extraction de métaux et de minéraux de « terres rares » à incidences environnementales néfastes :
  - l'argent pour les panneaux solaires,
  - le cuivre et le cobalt pour les batteries de stockage d'électricité,
  - le lithium dont la production requiert d'énormes quantités d'eau, posant de gros problèmes à l'agriculture et contaminant les rivières.
- Les firmes d'énergie renouvelable peuvent être aussi destructrices de l'environnement que les entreprises productrices d'énergie fossile  $\rightarrow$  *Pas de « Green New Deal » sans réduction drastique de l'intensité énergétique.*
- Ces firmes peuvent tout autant s'insérer dans la logique néolibérale, productrice d'inégalités sociales que les autres.
- Si le prix des énergies renouvelables  $\downarrow$  avec les innovations techniques, un effet rebond des émissions de GES peut se produire avec la  $\uparrow$  de la consommation.

- C'est un contrat social impliquant 4 propositions formant un bouclage de politiques cohérentes :
  - *pas de transition écologique possible sans justice sociale réelle et perçue ;*
  - *pas de justice sociale sans plein emploi, salaires décents et protection sociale préservée ;*
  - *pas de plein emploi, salaires décents et protection sociale sans transformation de l'appareil productif dans le sens d'une économie circulaire rétablissant la complémentarité urbain/rural ;*
  - *pas d'appareil productif fondé sur l'économie circulaire sans transition écologique.*
- La difficulté de cette transformation est qu'elle doit être *comportementale, technologique et spatiale* : reconquérir les territoires comme espaces de vie commune.
  - transformer les terres agricoles pour l'agriculture biologique/agriculture intensive qui vide les campagnes et oriente les consommateurs vers les produits standardisés, chargés en engrais chimiques ;
  - décourager l'élevage intensif d'espèces homogènes ;
  - créer des territoires à densité d'activités complémentaires contre la désertification des périphéries ;
  - décentraliser les pouvoirs aux collectivités locales et régions et leur interconnexion transfrontière pour promouvoir une *démocratie participative* et, concernant l'Europe, donner naissance à une *citoyenneté européenne*.

- La stratégie industrielle pour un horizon vert 2050 doit restructurer la production dans tous les secteurs pour la prochaine génération.
- Une *Loi Climat* à venir pour lever l'incertitude sur le long terme (surmonter *la tragédie des horizons*)
- La taxonomie européenne de la finance soutenable guidera la compatibilité entre les investissements pour la relance économique et les cibles de long terme.
- Pour s'assurer que les stratégies des entreprises correspondent aux priorités sociales et environnementales de l'UE, la Commission va introduire en 2021 une initiative portant sur la gouvernance d'entreprise soutenable.
- La dimension territoriale sera privilégiée par l'investissement dans l'économie circulaire avec l'objectif de créer plus de 700 000 nouveaux emplois de ce type d'ici 2030, en réduisant la dépendance aux fournisseurs extérieurs.
- La rénovation des bâtiments au niveau local va promouvoir les activités intensives en main d'œuvre.

- La pleine réalisation des politiques requises requiert des moyens qui ne peuvent être mobilisés au seul niveau européen.
- Une participation effective de tous les Etats membres (à l'encontre du passager clandestin), est nécessaire pour le mix énergétique, la rénovation des bâtiments, la fiscalité du carbone et les investissements publics.
- Le dynamisme économique est indispensable dans l'ensemble des pays pour garantir un support social massif.
- Le Plan doit réaliser €260mds d'investissements additionnels chaque année ; ce qui implique une transformation du système financier, cohérente avec une réforme fiscale de grande envergure, conçue pour réduire les inégalités.



## Les Défis d'un Green New Deal Global

## New Deal (1933-1944)

- Endiguer la barbarie nazie et enrayer la dépression économique.
- Mettre la finance au service de la société : transférer le pouvoir de Wall Street au Trésor par la séparation des banques commerciales et des banques de marché (Glass Steagall Act).
- Mutation de la gouvernance des entreprises : capitalisme managérial et négociation collective des salaires.
- Politique budgétaire de transformation des infrastructures financée par la monnaie.
- Ordre monétaire de Bretton Woods avec pivot du dollar et règles d'ajustement des balances de paiements préservant l'autonomie des nations.

## Green New Deal (2020-2030)

- Menace transgénérationnelle de dépassement des limites planétaires dans un contexte de stagnation séculaire.
- Remettre la finance au service de la société: par régulation antitrust et contrôler le pouvoir monétaire des géants du digital.
- Mutation de la gouvernance des entreprises : critères ESG et codétermination (gouvernance partagée).
- Politique budgétaire pour une restructuration bas carbone du système productif, financée par la monnaie.
- Pour un multilatéralisme de coopération institutionnalisée avec le DTS comme actif de réserve ultime.

# Au niveau mondial, enrayer la dégradation écologique à partir d'un bloc stratégique eurasiatique

- L'American way of life est incompatible avec la soutenabilité écologique :

## Émissions de CO<sub>2</sub> par ha (2015)

en tonnes de CO <sub>2eq</sub> par tête	À la consommation	À la production
États-Unis	22,5	16
Europe	13,1	7
Chine	6	7,5

- La divergence des émissions à la production et à la consommation est caractéristique de chaînes de valeur mondiales, permettant aux puissances occidentales de contenir les émissions produites localement sans remettre en cause leur mode de consommation.
- La Chine se trouve dans la situation inverse où le commerce la conduit à produire davantage d'émissions qu'elle n'en consomme.
- L'Europe et la Chine sont engagées dans la perspective d'une transformation de leur régime de croissance pour prendre en compte l'urgence écologique dans le respect des objectifs de développement durable ; ce qui requiert une transformation des relations internationales pour respecter les limites planétaires.

- Les missions du FMI doivent redevenir celles d'une institution de coopération monétaire :
  - Dans la surveillance multilatérale : surveiller le développement du crédit et les politiques macroéconomiques et organiser des confrontations régulières plutôt que fixer des cibles arbitraires sur des grandeurs particulières (change, balance courante).
  - Dans le rôle du prêteur international en dernier ressort : fournir des facilités de crédit aux pays à ressources financières limitées en situation de stress, non pris en charge au niveau régional et exclus du réseau de swaps du dollar.
  - Élargir l'offre de DTS par émission fonctionnellement liée aux besoins de liquidité internationale. Le DTS devrait devenir le moyen de règlement ultime dans une contrainte de règlement symétrique des créances et dettes croisées entre les banques centrales : la balance des paiements US ne pourrait plus se boucler sur un engagement illimité en dollars / RDM.
- Les pouvoirs au sein du FMI doivent être remodelés et la capacité de décision renforcée :
  - Adéquation entre droits de vote et poids économique des pays membres
  - Fusion des quotas des pays de la ZE et donc représentation politique commune au FMI
  - Abolition du droit de veto exercé par un seul pays
  - Renforcement des pouvoirs du Comité exécutif

- Changer les règles pour faire du DTS le principal véhicule des prêts du FMI :
  - Subsidiarité : zones monétaires régionales
  - Le DTS comme unité de compte universelle/ taux de change des monnaies nationales dominantes
  - Traiter les DTS non utilisés comme des dépôts au FMI, base des crédits du Fonds
  - Évoluer vers une suppression des quotas et un FMI financé entièrement par émissions de DTS comme une *quasi-banque centrale mondiale* (~\$250-300mds annuels)
- Régulation monétaire par les DTS :
  - Émissions contra-cycliques / besoins de liquidité mondiale
  - Compte de substitution permet diversification des réserves hors marché → amortit la volatilité des changes
  - Possibilité pour le FMI de mobiliser les DTS non utilisés (dépôts au passif du compte DTS du Fonds) pour acheter des obligations émises par des banques multilatérales de développement, en liaison avec le financement des investissements bas carbone dans les pays pauvres et pour capitaliser le Fonds Climatique Global.